

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2024)
Heft: 2

Artikel: Afghanistan (2e partie) : quinze erreurs majeures
Autor: Azam, Saber
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1055390>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Ci-contre: Un char T-55 abandonné par les Soviétiques aux mains des Mujahidin.

Page suivante: Des formations mécanisées soviétiques, constituées de T-62M et BMP-2E, ont été employées pour effectuer des « raids » dans tout l'Afghanistan et mener une guerre d'usure dans la vallée du Panshir.

Afghanistan

Afghanistan (2^e Partie) Quinze erreurs majeures

Saber Azam

Ancien fonctionnaire des Nations Unies

La situation actuelle en Afghanistan n'est pas le fruit du hasard. Ce pays est depuis longtemps le champ de bataille entre l'Orient et l'Occident. La prise de contrôle de l'Inde par la Compagnie des Indes orientales au XVIII^e siècle a donné lieu au premier grand jeu entre les empires russe et britannique dans cette partie de l'Asie. A partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, elle est restée l'arène du deuxième grand jeu entre l'Occident, dirigé par les Etats-Unis d'Amérique, et l'Union soviétique. Cette rivalité a finalement conduit à l'invasion de l'Afghanistan en 1979 par cette dernière et au retrait de ses troupes en 1988, dans la défaite. L'intervention des Etats-Unis et de l'Organisation de l'Alliance de l'Atlantique Nord (OTAN) en 2001 s'est également terminée par leur départ chaotique en 2021.

L'histoire nous dira si ce pays est effectivement le « cimetière des empires ». Deux décennies après sa dernière défaite en Afghanistan, l'Empire britannique a cessé d'exister. L'Union soviétique ne s'est démantelée et n'a disparu que trois ans après s'être retirée de ce pays. Les Etats-Unis d'Amérique et l'OTAN connaîtront-ils le même sort ? Tout dépendra de la manière dont ils géreront les corollaires régionaux et internationaux de leur retrait, dont ils relèveront les défis mondiaux actuels, dont ils reconnaîtront le rôle des autres puissances dans l'élaboration des politiques, du commerce et de la prospérité, et enfin dont ils s'engageront à coopérer avec elles pour un monde meilleur.

Toutefois, les récents développements laissent penser que l'Afghanistan pourrait devenir le terrain d'un troisième grand jeu dans la région entre l'Occident, d'une part, et les puissances régionales telles que la République populaire de Chine, la Fédération de Russie, la République islamique d'Iran et même l'Inde, d'autre part. Ce pays restera toujours la pierre angulaire de la stabilité, de la paix et de la sécurité de la région et le carrefour entre l'Asie centrale et occidentale, l'Extrême-Orient et le Moyen-Orient. Sa paix et sa prospérité dépendent avant tout de ses fils et de ses filles et d'un accord sur un nouveau cadre de coexistence politique, sociale et économique entre ses groupes ethniques et religieux.

Genèse de la situation actuelle - Poursuite du deuxième grand jeu

Pour de nombreux experts, le coup d'Etat de juillet 1973 en Afghanistan, orchestré par Daoud Khan avec l'aide d'officiers formés par l'Union soviétique, a marqué le début d'un nouveau cycle de tragédies et de désespoir. Malgré tous les obstacles, le roi déchu, Zaher Shah, avait réussi à stabiliser le pays pendant quarante ans, à mettre en place un processus démocratique qui fonctionnait et à permettre à des idées opposées de s'affronter. Les Afghans n'avaient pas besoin d'une fausse république. D'ailleurs, sous le règne de Daoud Khan, aucune élection d'aucune sorte n'a été organisée pour affirmer son autorité. Son mépris évident pour le Pakistan, ainsi que sa politique hésitante en-

A propos de l'auteur

Saber Azam est un ancien fonctionnaire des Nations unies et l'auteur de *Soraya : The Other Princess, Hell's Mouth : A Journey to the Heart of West African Jungles*, et de nombreux articles sur la situation en Afghanistan et la nécessité de réformer les Nations unies [<https://www.saberazam.com>]. Il présente le point de vue d'un Afghan qui a suivi de près l'évolution de la situation en Afghanistan depuis 1978.

tre l'Occident et l'Union soviétique, n'ont convaincu personne, ni à l'intérieur ni à l'extérieur de l'Afghanistan. Alors que les USA restent sceptiques, l'URSS s'inquiète. Ses ambitieux programmes de développement économique ne sont pas à la hauteur des revenus du pays, et l'aide étrangère ne parvient pas à combler les lacunes. Son mode de gouvernance autocratique a créé des divisions au sein de son équipe. Les pressions occidentales ont peut-être été à l'origine de la mise à l'écart de hauts fonctionnaires civils et militaires pro-soviétiques. Toutefois, cela a servi de base au coup d'Etat sanglant d'avril 1978 contre lui. Les deux partis communistes du Khalq et du Parcham se sont unis sous l'égide des Soviétiques pour former le Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA) et gouverner le pays. Ce fut comme un mariage forcé, démontrant que Moscou ne comprenait pas les dynamiques relatives à la perception et à la réaction de la population de ce pays. Depuis 1709, il y a eu 42 fois des changements de pouvoir. Seuls sept souverains ont terminé leur règne pacifiquement. Les trente-cinq autres ont été tués, aveuglés ou chassés par la force.

Le patronage soviétique n'a pas modifié la tendance. A partir de septembre 1979, les assassinats et les destitutions de dirigeants ont commencé au sein de la PDPA. Entre-temps, les Etats-Unis d'Amérique ont considérablement intensifié leur engagement dans le deuxième grand jeu dans la région. L'opération Cyclone, la campagne la plus longue et la plus coûteuse jamais menée par la Central Intelligence Agency (CIA), a été lancée en juillet 1979. La décision incompréhensible de Leonid Brejnev d'envahir l'Afghanistan en décembre 1979 a offert à l'Occident une occasion en or d'envisager « la mort de Marat » et de porter un coup décisif au géant communiste. L'Union soviétique n'avait peut-être pas le choix. La dure dictature communiste, les violations systématiques des droits de l'Homme, les emprisonnements arbitraires, la torture et les assassinats avaient exacerbé la population, forçant des centaines de milliers de personnes à se réfugier au Pakistan et en Iran. Le deuxième grand jeu est soudain entré dans une nouvelle phase, avec des effets dévastateurs pour l'Afghanistan et des ramifications beaucoup plus larges pour la paix et la sécurité dans le monde.

1 – L'ère communiste et l'invasion soviétique (1978 - 1992)

Après la chute de Reza Shah Pahlavi par la révolution islamique iranienne en février 1979, le Pakistan est resté le seul allié occidental de confiance dans toute la région de l'Asie du Sud et de l'Asie centrale. Pour rassembler et soutenir la résistance afghane, les moudjahidines, contre le régime PDPA et l'occupation soviétique de l'Afghanistan, l'Inter-Services Intelligence (ISI) pakistanais a joué un rôle central. Tous les aspects de la coopération entre la CIA et l'ISI dans le cadre de l'opération Cyclone n'ont pas encore été rendus publics. Il semble toutefois que le Pakistan ait pris en main l'élaboration de la stratégie, la gestion du financement et le commandement des opérations de guérilla. Dans le même temps, les Etats-Unis et leurs alliés ont apporté un soutien politique et humanitaire. Conscient des désaccords éventuels avec une résistance afghane forte et unie, Islamabad a opté pour la division. Sept groupes de moudjahidin islamiques ont été créés, avec des diversités ethniques (tadjiks, pachounes et hazaras) et religieuses (sunnites et chiites orthodoxes, déobandis et wahhabites). La vision stratégique du Pakistan de bénéficier des corollaires économiques de la crise afghane, de pousser son programme nucléaire et de concurrencer l'Inde, de « *diriger le destin futur de l'Afghanistan* » et d'assurer sa profondeur stratégique était un secret de polichinelle. Les capitales occidentales n'y ont vu aucune objection, car il s'agissait peut-être de la récompense pour avoir dirigé la lutte armée du peuple afghan contre l'Union soviétique et pour avoir accueilli la résistance et un nombre massif de réfugiés sur son sol. L'ISI a réparti les fonds de l'opération Cyclone entre les groupes de moudjahidin en fonction des ambitions stratégiques du Pakistan et de ses préférences. Concéder à l'ISI de « *battre l'Union soviétique* » était plus important que tout impératif pour l'avenir du peuple qui a courageusement résisté au géant communiste. Cela a constitué la **première erreur colossale** !

Dès le début, les stratèges politiques et militaires pakistanais ont cru qu'ils pourraient tourner à leur avantage l'énigme de la ligne Durand et restreindre les liens traditionnels entre l'Inde et l'Afghanistan s'ils dominaient les chefs et les commandants des moudjahidines ; ainsi, Islamabad pourrait manœuvrer l'Afghanistan post-communiste ou au moins gérer le destin de ses parties méridionales. De nombreux officiers de l'ISI sont entrés en Afghanistan pour diriger les combats. Les commandants moudjahidin les appelaient « *maqamat* », les autorités, et Peshawar et Quetta, au Pakistan, devinrent leur Mecque. Ahmad Shah Massoud, « *un musulman modéré* » qui a combattu dans les hautes vallées de l'Hindu Kush et dans le nord de l'Afghanistan, et Abdul Ali Mazari, dans les régions centrales du pays, étaient peut-être les seules exceptions. Affirmatif et indépendant d'esprit, Massoud était un brillant tacticien de la guerre asymétrique et devint rapidement le cauchemar des Soviétiques. Rien qu'en 1980, l'Armée rouge a lancé trois offensives infructueuses pour le capturer dans sa vallée de Panjsher. Il acquiert une reconnaissance internationale, au grand dam de l'ISI.

Les Américains ne semblent pas avoir reconnu la vision et les efforts courageux de Massoud. L'ISI a convaincu ses homologues que seuls les groupes de moudjahidin extrémistes islamiques pouvaient chasser les Soviétiques d'Afghanistan. Les tendances et les hommes politiques islamiques modérés et ouverts ont été ignorés. Il s'agit là de la **deuxième grande erreur**. L'idée que la division entre les groupes de moudjahidin était fondée sur une « *approche démocratique visant à prendre en compte la diversité ethnique et religieuse* » n'a pas pu être maintenue. Le financement de l'opération Cyclone n'a pas été réparti équitablement entre eux. Les tenants de la ligne dure de l'islam, un groupe en particulier, ont bénéficié d'un soutien financier considérable. En outre, les autorités pakistanaises n'ont pas ménagé leurs efforts pour souligner à leurs interlocuteurs qu'un seul groupe ethnique pouvait gouverner l'Afghanistan. La **troisième erreur importante** a été d'ignorer les diversités sociales et politiques qui composent les réalités de la société afghane. Pendant la lutte contre l'occupation soviétique de l'Afghanistan, pratiquement aucun effort tangible et concerté n'a été déployé pour préparer les scénarios de l'ère post-soviétique dans ce pays, un impératif indispensable à l'efficacité du soutien occidental aux moudjahidin. Pendant ce temps, l'ISI a agi conformément à sa vision stratégique :

- Les groupes de moudjahidin se sont livrés à des affrontements internes.
- La situation économique du Pakistan s'est considérablement améliorée.



- Son programme de développement d'armes nucléaires a progressé de manière significative sans aucune action de la part de l'Agence internationale de l'énergie atomique et sans respect du traité de non-prolifération nucléaire.
- Les officiers de l'ISI ont effectivement tenu en laisse les chefs des moudjahidines et la plupart des commandants.

Vers le milieu des années 1980, conscient que des groupes de moudjahidin divisés ne serviraient pas ses objectifs stratégiques à long terme, le Pakistan a opté pour un autre groupe mandataire. L'ISI a choisi de créer une force mono-ethnique, cohésive, destructrice et brutale. C'est ainsi que des centaines de madrasas religieuses ont commencé à former les futurs talibans. Certains des plus hauts responsables d'Islamabad ont ouvertement déclaré que « *Kaboul doit être détruite lentement* », démontrant ainsi le nouvel angle de leur stratégie visant à créer le chaos en Afghanistan. La **quatrième énorme erreur** a été de ne pas s'opposer catégoriquement à la création d'une force aussi vicieuse.

On a beaucoup écrit sur les atrocités commises par les Soviétiques en Afghanistan, sur la valeureuse résistance des moudjahidines et sur la crise des réfugiés qui a conduit à la défaite de l'Armée rouge et à son retrait de ce pays en 1988. L'efficacité de l'opération Cyclone, la dextérité de l'ISI et bien d'autres éloges de l'approche occidentale ont été soulignés et d'innombrables chefs ont été reconnus. Cependant, un aspect crucial, la lutte, la résistance et le sacrifice du peuple afghan, a été ignoré. En fait, la meilleure récompense pour plus d'un million de fils, de filles, de pères et de mères morts, plus de deux millions de mutilés, un pays entier détruit et des millions de vies brisées aurait été un avenir pacifique pour leur pays ! Au lendemain de l'effondrement du régime communiste en avril 1992, qui a coïncidé avec la disparition de l'Union soviétique, les Etats-Unis d'Amérique et leurs alliés « *se sont lavés les mains de l'Afghanistan pour sauver l'Europe de l'Est et ont laissé à l'ISI le destin futur de ce pays* », ce qui a constitué la **cinquième grande erreur**.

2 – Le gouvernement moudjahidin (1992 - 1996)

Le plan apparent entre l'ISI et le régime communiste de Kaboul visant à remettre le pouvoir à un groupe spécifique de moudjahidin ne s'est pas concrétisé. Massoud est entré plus rapidement dans Kaboul. Peu après, les groupes de moudjahidin se sont engagés dans des hostilités internes, utilisant des armes légères et lourdes. De nombreux « *aspects sociaux et politiques cachés de la société afghane* », tels que les divisions et les dis-

criminations ethniques, linguistiques et religieuses, les disparités économiques et les alliances avec des puissances étrangères, sont apparus et ont joué un rôle important dans les affrontements sanglants. Pour contrer ce revers et affirmer ses objectifs stratégiques, l'ISI a structuré les talibans et permis l'établissement des réseaux Haqqani et Al-Qaïda au Pakistan. Ces réseaux constituaient des parties et des parcelles de la même graine terroriste, opérant en symbiose. Dans certains cas, leurs dirigeants avaient établi des liens familiaux entre eux. Les talibans ont été formés dans des institutions orthodoxes qui prêchaient des doctrines extrêmement dures et fanatiques. Leur force était impressionnante et leur vitesse opérationnelle fulgurante ! La quasi-totalité d'entre eux avaient des parents de sang ou des refuges dans les provinces orientales et méridionales de l'Afghanistan. Ce fait leur offrait une protection tribale et une invisibilité. Ils s'emparent finalement de Kaboul en septembre 1996. Massoud et le gouvernement ont été repoussés dans les régions septentrionales de l'Hindu Kush. Au cours de cette période, l'ISI a pris le dessus en Afghanistan et la stratégie occidentale est restée superficielle. Malgré les investissements considérables consentis pour « battre l'Union soviétique » et les énormes pertes afghanes qui s'ensuivaient, aucun effort tangible ne fut entrepris pour inciter les diverses factions de moudjahidin à mettre fin à la violence et à résoudre leurs différends. Néanmoins, le gouvernement de Kaboul a continué d'être reconnu par l'Occident sans recevoir l'aide nécessaire à sa victoire sur les groupes opposés ou sur les talibans !

3 – Le premier émirat taliban (1996 - 2001)

La **sixième erreur manifeste** des Etats-Unis et de leurs alliés a consisté à ignorer la montée de l'extrémisme structuré et du terrorisme au Pakistan, qui a pris une dimension internationale au cours des années suivantes. Était-ce intentionnel, comme certains l'ont cru, ou s'agissait-il d'un échec dévastateur en matière de renseignement et de politique ? En Asie du Sud, de l'Ouest et centrale, l'idée s'est répandue qu'à partir des années 1970, la politique belliciste consistant à « *formuler une stratégie cohérente pour les Etats-Unis visant à démanteler le bloc soviétique* » consistait à encourager la montée des doctrines religieuses autour et à l'intérieur des territoires de la superpuissance communiste. L'élection surprenante d'un pape polonais en 1978 et l'émergence ultérieure de Solidarność, le soutien sans faille de l'Occident aux moudjahidines afghans et la révolution islamique en Iran peuvent fournir un certain fondement à une telle affirmation. Toutefois, le manque de compréhension sociale et politique des dimensions que les doctrines islamiques extrêmes présentaient dans les communautés majoritairement orthodoxes et de leurs ramifications régionales et internationales était clair. Le résultat de la politique du « laisser-faire » n'a pas été judicieux, car l'extrémisme islamique et le terrorisme se sont propagés de manière significative dans le monde.

Une fois au pouvoir, les talibans ont mis en œuvre une philosophie religieuse qui ne correspondait souvent pas aux enseignements de l'islam. Leurs fantassins ne connaissaient même pas les bases de la foi pour laquelle ils prétendaient se battre ! Leurs actions étaient brutales, impitoyables et en contradiction avec tous les principes fondamentaux des droits de l'homme, des valeurs démocratiques et de la dignité humaine. L'ensemble de la population, mais surtout les femmes, sont devenues la proie de leur terreur. Les exécutions publiques et les lapidations, qui résultent d'un système judiciaire rudimentaire et archaïque, ont refait surface. La haine des talibans pour les valeurs culturelles et sociales séculaires était une horreur. Leur lien et leur complicité inconsciente avec Al-Qaïda étaient évidents pour toutes les entités de renseignement. Le régime taliban était le garant d'Al-Qaïda et l'Afghanistan était le refuge de ses dirigeants. Les attentats à la bombe perpétrés en août 1998 contre les ambassades des USA à Nairobi et à Dar-es-Salam et la destruction de l'USS Cole en octobre 2000 par Al-Qaïda ne semblent pas avoir suffisamment alerté les appareils de sécurité et les stratégies à long terme sur les dangers imminents que représentent les organisations terroristes. Dans le même temps, les USA n'ont pas soutenu Ahmad Shah Massoud, qui représentait depuis longtemps une force potentielle pour chasser les talibans d'Afghanistan. Le *leader* du monde occidental a même ignoré ses avertissements concernant les opérations destructrices d'Al-Qaïda sur le sol américain. Ce fut la **septième erreur majeure**. Certaines personnes influentes aux Etats-Unis semblent avoir poursuivi leur approche bienveillante à l'égard des talibans, peut-être sur la base d'intérêts politiques ou financiers. L'ironie

est que l'Occident reconnaît toujours le gouvernement moudjahidin qui a immigré dans les régions septentrionales de l'Hindu Kush, mais qu'il n'est toujours pas disposé à le soutenir de manière adéquate. La conclusion évidente d'une politique aussi absurde ne peut être décrite que par l'indulgence de l'Occident à l'égard des objectifs stratégiques du Pakistan.

En mars 2001, les talibans ont détruit les bouddhas de Bamiyan, qui figuraient parmi les patrimoines inestimables du monde. Nombreux sont ceux qui pensent que la démolition de ces trésors en Afghanistan est une tentative manifeste d'effacer tous les signes de sa diversité culturelle passée et de ses liens avec l'Inde. La faible réaction de l'Occident a donné plus d'énergie à Al-Qaïda et à ses protecteurs, les talibans. En même temps, le Pakistan, en tant qu'Etat islamique idéologique qui les avait hébergés, s'est trouvé confronté à un obstacle de taille. Le mécontentement des tribus pachtounes de l'est et du sud de la ligne Durand ne cesse de croître. La lutte historique et patriotique qu'elles avaient menée sous l'égide de Khan Abdul Ghafar Khan et Khan Abdul Wali Khan pour obtenir un « Pashtunistan autonome » s'était évanouie depuis longtemps. De nombreux jeunes chefs tribaux ont commencé à la relancer, adhérant à la philosophie des talibans. L'ISI s'est lancée dans la répression du mécontentement. Ils ont rassemblé une puissance militaire qui n'a pas pu éteindre le magma bouillonnant sous le volcan. En outre, le chagrin croissant dans les zones tribales du Pakistan a offert aux mouvements indépendantistes baloutches l'occasion de se restructurer et de se revitaliser.

Les discussions infructueuses entre Massoud, qui résistait encore au régime taliban, et les Américains sur la manière de faire face aux extrémistes islamiques et à Al-Qaïda, ainsi que son assassinat choquant le 9 septembre 2001, ont fait l'objet d'importants débats conspirationnistes. Malgré ses erreurs durant le gouvernement des moudjahidines, Ahmad Shah Massoud était une icône qui s'opposait à l'obscurantisme et au terrorisme ; l'Occident devait l'écouter. Beaucoup accusent un complot bien organisé. En effet, il avait contesté avec détermination la stratégie et l'approche d'ISI et déjoué de nombreux plans d'assassinat. Une « complicité interne avec des services et entités étrangers » a été évoquée pour expliquer le « succès de son élimination ».

Les attentats-suicides du 11 septembre 2001 aux USA ont été un poignard empoisonné « *dans le cœur de la démocratie et de la liberté* ». Des milliers d'articles et de textes ont été écrits à ce sujet. Il n'est donc pas nécessaire de s'étendre sur leurs causes. Cependant, pour de nombreux experts afghans, ils étaient inévitables. Des années d'ignorance des menaces posées par le terrorisme international émanant de l'Afghanistan et du Pakistan et l'absence de vision stratégique sur la manière de les combattre ont donné à Al-Qaïda et à leurs protecteurs talibans la vigueur nécessaire pour commettre des actes aussi audacieux. La fureur des Américains et leur décision d'envahir l'Afghanistan étaient compréhensibles. Cependant, leur stratégie était discutable. Leur approche par le nord et leur bombardement massif, sans sceller les principaux points de passage à l'est et au sud, étaient futiles et ont tué principalement des villageois innocents et quelques militants talibans. Ce fut la **huitième erreur majeure**. Avec l'aide de leur fidèle allié, l'ISI, ils auraient pu prendre le contrôle des passages frontalières avec le Pakistan et « attraper » les dirigeants d'Al-Qaïda et les talibans qui n'avaient d'autre choix que de s'échapper vers ce pays. En conséquence, tous les chefs extrémistes et terroristes et leurs lieutenants ont « disparu » dans les zones tribales. Les USA ne sont pas allés dans ces zones pour les capturer et n'ont pas fait pression sur le Pakistan pour qu'il les appréhende et les livre. L'arrestation de quelques figures talibanes et leur emprisonnement dans la région ou à Guantanamo n'ont pas semblé être d'une importance primordiale. Les USA et leurs alliés ont obtenu un énorme crédit en aidant les moudjahidines afghans, dont la lutte sans entrave a contribué de manière significative à la défaite de l'URSS. Toutefois, leurs politiques tortueuses en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme en ont surpris plus d'un et ont été remises en question !

4 – Présence occidentale entre 2001 et 2021

Cette phase de l'histoire afghane a commencé avec l'accord de Bonn sur les arrangements provisoires en Afghanistan, daté du 5 décembre 2001. Les discussions menées sous l'égide des Nations unies et leurs résultats ont été entachés de nombreuses lacunes. Cet accord était basé sur l'ancienne philosophie britan-

nique et sur la politique de l'ISI selon laquelle seul un groupe ethnique spécifique pouvait gouverner l'Afghanistan. Il ignorait totalement le gouvernement moudjahidin existant, reconnu par la communauté internationale pendant les dures années du régime taliban, entre 1996 et 2001. Ce gouvernement disposait d'un siège aux Nations unies et dans d'autres institutions régionales et internationales. Son président n'a pas été invité à assister aux délibérations de Bonn. Le participant qui a obtenu le plus de voix pour diriger la phase transitoire de l'Afghanistan post-taliban a été écarté et remplacé par Hamed Karzai, une personnalité moins connue sur la scène locale et internationale. Le chef d'Etat en exercice a été contraint d'abdiquer en sa faveur. En réalité, tout ce processus a été précipité. Il n'a pas pris en compte la transformation sociale et politique de la société afghane au cours de la lutte contre le communisme, l'invasion soviétique et le régime des talibans. L'accord de Bonn ressemblait à un concordat entre des négociants politiques qui ne cherchaient qu'à s'approprier leur part du gâteau du pouvoir au lieu de forger un avenir viable pour leur pays. Le fait que l'Afghanistan est un pays aux frontières définies et reconnues, mais dont les habitants ne constituent pas une nation, a été ignoré. De nombreux experts locaux ont jugé décourageante et peu constructive la rhétorique répétée des politiciens américains selon laquelle « *la construction d'une nation en Afghanistan n'était pas leur priorité* ». Ce fut le **neuvième grand faux pas** des Etats-Unis d'Amérique et de leurs alliés. Leurs interventions politiques et militaires en Afghanistan semblaient énergiques ; seul ce qu'ils voulaient pouvait être mis en œuvre, selon le principe indéniable que « ceux qui financent décident ».

La structure de la constitution afghane, avec un président puissant, n'était pas judicieuse dans un pays dont la population était analphabète à plus de 85% et qui avait connu deux décennies de conflits sanglants, notamment des massacres ethniques et religieux. En outre, le fait de faire venir des pays occidentaux d'innombrables soi-disant experts d'origine afghane, qui semblaient ignorer les réalités de leur pays d'origine, et de leur donner un « chèque en blanc » pour gérer le pays a été considéré comme de l'amateurisme. En conséquence, l'inefficacité et les pratiques corrompues sont devenues le mode opératoire standard de la gouvernance. Une combinaison de corruption à l'ancienne, pratiquée principalement par le palais présidentiel pour « *acheter les faveurs des chefs de tribus* » et de détournement de fonds a gangrené les fondations de l'Etat nouvellement établi. De nombreux dignitaires de l'accord de Bonn, d'autres hauts fonctionnaires du gouvernement et des membres de la famille des dirigeants ont rempli leurs comptes bancaires par des activités illicites ou des contrats juteux. Des amis et des chefs de guerre de l'ère des moudjahidines ont été nommés à des postes clés sans les compétences ou les connaissances nécessaires, y compris dans les missions diplomatiques. Le nombre de multimillionnaires n'a cessé de croître dans un pays considéré comme l'un des plus pauvres du monde. Ignorer le degré et les corollaires de la corruption systématique au sein du gouvernement afghan soutenu par l'Occident a été la **dixième grande erreur**. La création en 2008 du Bureau supérieur afghan pour la surveillance et la lutte contre la corruption et de l'Inspecteur général spécial des Etats-Unis pour la reconstruction de l'Afghanistan est intervenue trop tard. Ni l'un ni l'autre ne se sont avérés efficaces !

Si les premières élections démocratiques de 2004 ont semblé équitables, les élections au suffrage universel de 2009, 2014 et 2019 ont été entachées d'irrégularités flagrantes et d'affrontements politiques spectaculaires, au point que les citoyens ont perdu confiance dans le processus. Les élections semblaient conçues pour garantir que les personnes souhaitées gouvernent le pays. En 2009, sous une pression énorme, le « candidat de l'opposition » qui revendiquait la victoire au premier tour a dû se retirer au second tour. En 2014, le même candidat, qui avait obtenu une avance considérable au premier tour mais avait été déclaré perdant au second, a tenu bon. Les USA sont intervenus. En conséquence, une « position inconstitutionnelle » a été créée pour lui, comme si le pays avait deux dirigeants simultanément, bien que le pouvoir réel reste entre les mains du président déclaré. Il s'agit d'une étape supplémentaire dans l'érosion généralisée de la confiance envers les institutions. A l'issue d'un processus bâclé en 2019, la soi-disant figure de l'opposition qui avait déclaré un gouvernement parallèle a été contrainte d'abdiquer et d'accepter un poste honorifique. A l'exception de la liberté d'expression et de l'émancipation des femmes dans les grandes villes, les autres piliers de la démocratie étaient ignorés.



L'Armée nationale afghane (ANA) au début des années 2010.

Aucune opposition saine et structurée n'a été autorisée à se développer pour juger les actes sauvages du gouvernement et représenter une alternative. Les membres du Parlement ont été principalement sélectionnés. Nombre d'entre eux se livraient à des activités illicites et rejoignaient des groupes de hauts fonctionnaires corrompus. Le contrôle interne n'existait dans aucune entité publique ou privée, et le contrôle de la qualité des produits importés ou exportés « était fantaisiste ». De nombreux hauts fonctionnaires monopolisaient des activités lucratives et extrayaient illégalement des mines, en particulier des pierres précieuses et semi-précieuses. Contrairement au « bon vieux temps », le gouvernement ne semblait pas avoir de programme précis de développement politique, social et économique pour le pays. Les dirigeants afghans croyaient sincèrement qu'ils avaient le droit absolu de gouverner sans avoir à rendre de comptes. Leur stratégie visant à obtenir « *l'adhésion des chefs ethniques sans tenir compte des piliers constitutionnels* » a semblé efficace et leur a permis de rester au pouvoir. De nombreux experts n'ont pas compris pourquoi le public restait généralement « castré » dans un environnement qui leur permettait d'utiliser leur force et de modifier les politiques et les actions en leur faveur.

Il existe de nombreuses versions de la vérité sur l'aide fournie par les pays occidentaux. Des dignitaires gouvernementaux ont affirmé que près de 70% de l'aide était gérée par des sous-traitants des pays donateurs. La gestion des projets multilatéraux suscite également un mécontentement croissant. Par exemple, la route entre Kaboul et Gardez, dans le sud, doit être réparée à nouveau après deux ou trois ans en raison du caractère rudimentaire des travaux initiaux ou de l'énorme budget alloué pour des écoles et des hôpitaux qui n'existent pas.

Au milieu de l'anarchie administrative, la situation politique a favorisé l'impunité. Certains des principaux dirigeants politiques et militaires d'un groupe ethnique particulier ont été assassinés lors d'attaques terroristes ciblées. La complicité des plus hauts responsables du gouvernement ne pouvait être exclue. Aucune enquête n'a été concluante. Au cours de cette période et malgré la présence de forces internationales dans le pays, d'innombrables chefs talibans détenus pour des actes de terrorisme ont retrouvé la liberté sous de nombreux prétextes. Ils ont rapidement rejoint leur quartier général au Pakistan pour mener des actions violentes.

Sur le plan de la sécurité, les talibans, aidés par leurs protecteurs, avaient rassemblé leurs forces au Pakistan au point de pouvoir, dès 2005, commettre des actes de terrorisme en Afghanistan. Ils ont principalement poursuivi une stratégie d'attentats suicides contre les troupes étrangères, le gouvernement et des cibles civiles, avec des pertes dévastatrices. Des actes de terreur ont été commis à plusieurs reprises dans des zones très fréquentées et diplomatiques de Kaboul et contre un autre groupe ethnique en particulier, faisant des centaines de morts et de nombreux blessés. Les experts locaux estiment que l'insécurité en Afghanistan est liée à la corruption, aux préjugés ethniques et religieux et/ou aux services rendus aux puissances étrangères. Tous ces facteurs ont conduit à des gouvernements dysfonctionnels en Afghanistan. Dans ce contexte, la décision des USA d'envahir unilatéralement l'Irak en 2003 est incompréhensible. Les raisons invoquées étaient erronées et le moment était mal choisi. Il s'agissait de leur **onzième erreur importante** car ils n'avaient pas encore accompli un travail convaincant en Afghanistan. Elle s'est retournée contre eux et a irrémédiablement terni la réputation des pays occidentaux en tant que garants de la démocratie, de la vérité, des droits de l'homme, de la dignité et de la défense d'une cause juste. L'attention des Etats-Unis étant partagée entre l'Irak et l'Afghanistan, le Pakistan a trouvé une plus grande marge de manœuvre pour atteindre ses intérêts et sa profondeur stratégique par l'intermédiaire des talibans.

Consciente de l'affaiblissement croissant de sa position dans la région et de l'incapacité ou du manque de volonté des autorités afghanes d'assumer correctement les multiples responsabilités de l'Etat, l'administration américaine a décidé d'ouvrir un canal de communication avec les talibans en 2010. Alors que les pertes humaines de la coalition ne cessaient d'augmenter, la principale préoccupation semblait être de les réduire. Le processus de communication s'est lentement et régulièrement transformé en un processus de négociation politique. Il s'agit là de la **douzième erreur majeure**. Aucune pensée rationnelle n'aurait permis de croire que le *leader* du monde, avec sa rhétorique sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, s'engageait dans un dialogue avec l'organisation terroriste la plus notoire qui avait abrité ceux qui avaient commis d'atroces actes de terreur contre lui. En décembre de la même année, les USA et leurs alliés ont ouvertement soutenu le « printemps arabe », une série de tentatives de changement de régime au Moyen-Orient et en Afrique du Nord par le biais de troubles généralisés. Si l'essence de l'idée peut sembler incontestable, sa nature sélective a surpris tout le monde, car « certains pays ont été épargnés ». En outre, en Egypte, le président élu par le « printemps arabe » en 2012 a été renversé par un coup d'Etat militaire à peine un an plus tard !

D'autre part, les interventions directes des pays occidentaux pour renverser des régimes où l'agitation n'avait pas atteint son objectif (Libye en 2011 et Syrie en 2014) ont eu des conséquences néfastes, érodant davantage le prestige et la crédibilité des pays occidentaux, en particulier dans les nations musulmanes, y compris l'Afghanistan. La montée en puissance de l'Etat islamique en Syrie et en Irak a porté un coup terrible à la stabilité et à la sécurité de la région, mettant face à face les principaux protagonistes internationaux et régionaux. Le fait le plus dommageable est qu'aucun pays n'a connu d'amélioration due à un changement de régime ou à une intervention militaire. La vie des populations irakienne, syrienne et libyenne est devenue beaucoup plus difficile en raison de risques sécuritaires dramatiques et d'actes de terreur. La perception des pays occidentaux comme des acteurs déstabilisateurs et indignes de confiance s'est répandue en Asie, en Afrique et ailleurs.

L'assassinat d'Oussama ben Laden au Pakistan en mai 2011 par une opération spéciale des USA a été à la fois une énorme surprise et un choc. Comment était-il possible que l'homme le plus recherché au monde, le cerveau des attentats à la bombe des ambassades de Nairobi et de Dar-es-Salam, de la destruction de l'USS Cole et des tragédies du 11 septembre, ait pu se cacher pendant des années sans aucune entrave sur le territoire de l'allié le plus fidèle de l'Occident. A-t-il été protégé près de la capitale pakistanaise avec l'accord des Etats-Unis pendant plus de dix ans ? Si c'est le cas, quel était le but d'une opération théâtrale suivie en ligne par la Maison Blanche ? Dans le cas contraire, il s'agit d'un échec impardonnable de la CIA et d'une trahison de son homologue de l'ISI. Quelles que soient les raisons exactes, les actes terroristes n'ont pas cessé ; ils ont même augmenté en nombre et en intensité et sont devenus plus meurtriers. Malgré la disparition du chef d'Al-Qaïda, la structure de l'organisation au Pa-

kistan est restée intacte et Ayman al-Zawahiri, fidèle adjoint de Ben Laden, en a pris la direction. La question de savoir pourquoi les Etats-Unis d'Amérique n'ont pas démantelé ou n'ont pas pu détruire les fondations d'une entité aussi atroce semble légitime.

Les déclarations contradictoires sur la diminution ou l'augmentation des troupes de la coalition en Afghanistan, voire sur leur retrait, n'ont pas été d'un grand secours. Au contraire, cela a donné plus de vigueur aux combattants talibans. Depuis janvier 2017, le processus de négociation de Doha s'est accéléré. L'administration américaine s'est appuyée sur un diplomate pakistanaï et un citoyen d'origine afghane pour adapter sa stratégie. Ses négociateurs sont parvenus à conclure un Accord pour la paix en Afghanistan, communément appelé Traité USA-Talibans ou Accord de Doha, le 29 février 2020. Ce fut la **treizième erreur colossale**. Bien que l'étendue des discussions soit restée secrète, il était évident que les talibans reprendraient le contrôle du pays en main « permettant au Pakistan de disposer du contrôle et de profondeur stratégique en Afghanistan ». Le pseudo dialogue inter-afghan visant à former un gouvernement à large assise a été considéré comme un simple saupoudrage politique. De nombreux pays de la région qui semblaient mal à l'aise avec les politiques et la présence occidentales en Afghanistan avaient déjà cherché à « contre-attaquer » le lien entre les USA et les extrémistes islamiques. Ils ont investi clandestinement dans les talibans pour obtenir leur adhésion à un programme de paix et de sécurité régional différent qui garantirait la longévité mutuelle et la mise à l'écart des pays occidentaux. En fin de compte, les autorités afghanes ont cédé le pays aux talibans, qui sont entrés à Kaboul en vainqueurs pour la deuxième fois. La soi-disant armée nationale afghane n'était nulle part pour les en empêcher.

La phase finale de la présence des Etats-Unis en Afghanistan a été un retrait catastrophique en août 2021 ! On se souviendra longtemps des individus désespérés accrochés aux trains d'atterrissage et aux pneus d'un avion en vol puis tombant au sol, du chaos à l'aéroport de Kaboul, de l'attentat suicide qui a tué plus de cent soixante-dix Afghans désespérés et treize employés des services américains, et de l'évacuation mal gérée de ceux qui avaient aidé les pays occidentaux pendant leur présence en Afghanistan. Aujourd'hui, seule une poignée de dirigeants talibans croit encore à l'esprit de l'accord de Doha et agit dans ce sens !

De nombreuses questions se posent quant à la raison pour laquelle les USA ont ignoré l'accord bilatéral de sécurité (BSA) signé le 30 septembre 2014 avec le gouvernement afghan. Bien que le BSA ne soit pas un traité de défense, l'un des principaux engagements des Etats-Unis était de « renforcer la capacité de l'Afghanistan à dissuader les menaces internes et externes contre sa souveraineté ». Pour de nombreux experts afghans, l'accord de Doha et la prise de contrôle du pays par les talibans qui s'en est suivie constituent un mépris flagrant de la BSA.

5 – Deuxième émirat taliban (2021 - aujourd'hui)

Les talibans ont repris le pouvoir sans effusion de sang le 15 août 2021, affirmant qu'ils avaient « vaincu les Américains et leurs alliés ». L'effondrement du gouvernement afghan, semblable à un château de cartes, et de ses forces de sécurité, structurées, entraînées et financées par les pays occidentaux pendant vingt ans, était un mystère pour de nombreux experts. Cependant, la perception afghane évoquant une entente triangulaire entre les USA, le gouvernement afghan et les talibans. Quelle que soit la crédibilité d'une telle affirmation, le nouveau régime taliban a immédiatement fait preuve d'une extraordinaire agilité en matière de relations publiques. Des équipements militaires d'une valeur d'environ huit milliards de dollars (certaines sources avancent un chiffre dix fois supérieur) ont été remis à un groupe que les pays occidentaux considéraient encore comme terroriste. Même si les talibans poursuivaient des doctrines archaïques, on croyait qu'« ils avaient changé », et c'était la **quatorzième grande erreur**. La philosophie, la politique et les actions des talibans ont toujours été modelées sur les perceptions et les pratiques erronées attribuées à l'âge d'or de l'islam, au VII^e siècle, sans lesquelles ils peuvent difficilement contrôler leurs combattants et perdurer. Souvent, leurs politiques contredisent l'essence des principes islamiques. Toutefois, dans les sociétés traditionnelles où la majorité est maintenue dans l'ignorance et l'analphabétisme, ils peuvent convaincre les masses. Ils poursuivent des dogmes extrêmement durs à l'intérieur du pays. Leur guerre contre les femmes et leurs droits s'apparente au génocide physique, émotionnel et psychologique des femmes

afghanes. Leur mépris pour la foi jafari dans un pays où les chiites représentent une part importante de la population est inhumain. Leur lutte contre les langues autres que le pachtou est inacceptable. Leur destruction des valeurs culturelles ancestrales dans l'art, la musique et la littérature est en contradiction avec tous les droits humains fondamentaux et la dignité. Leur « succès en matière de sécurité » peut être le résultat d'une dictature, pratiquée individuellement par chaque soldat taliban, officier et autorité supérieure, ou collectivement par l'ensemble des appareils dirigeants. Comme à l'époque de Daoud Khan, il n'y a aucun espoir qu'une élection permette au peuple de confirmer leur autorité et de juger leurs actes.

Bien que le cadre de l'accord de Doha ait pu être discuté avec certaines ou toutes les puissances régionales, seul le Pakistan, en tant qu'allié inflexible, a eu le privilège d'en connaître les détails. Cela a donné lieu à de nombreuses théories du complot sur la « mission des talibans visant à déstabiliser l'Asie centrale, la Chine et l'Iran ». Le silence inexplicable sur les violations systématiques des droits de l'homme et de la dignité en Afghanistan, l'aide financière durable fournie au gouvernement taliban depuis août 2021 et le manque de soutien à ceux qui s'opposent à leurs règles et à leur gouvernance archaïques ne trouvent pas d'explications valables. L'assassinat, en juillet 2022, du chef d'Al-Qaida, Ayman al-Zawahiri, à Kaboul, où il était accueilli par l'un des plus hauts dignitaires talibans, n'a pas été une surprise pour de nombreux experts. Il y a longtemps, Oussama ben Laden a été protégé de la même manière ailleurs. On suppose que de nombreuses organisations terroristes internationales et régionales et leurs dirigeants sont installés en Afghanistan, et que d'innombrables structures étrangères sont inspirées par leur « succès contre le mal ».

Mais les faits ont radicalement changé sur le terrain. Au début de la prise du pouvoir par les talibans, des accrochages ont eu lieu avec la République islamique d'Iran et les pays d'Asie centrale (Turkménistan, Ouzbékistan et Tadjikistan). Toutefois, la situation s'est rapidement modifiée. Les relations prudentes des puissances régionales avec les talibans se sont lentement transformées en rapports plus cordiaux dans les domaines politique, économique et même sécuritaire. Au contraire, leur association avec le Pakistan a connu un sérieux coup de froid. L'expression initiale de la joie d'Islamabad « avait même embarrassé les talibans ». Cependant, les troubles politiques et sécuritaires qui ont suivi au Pakistan ne peuvent être ignorés. Il ne fait aucun doute que les dirigeants du Tahrir-e-Taliban Pakistan (TTP), en guerre ouverte contre leur gouvernement, sont hébergés et protégés principalement dans les régions sud et est de l'Afghanistan, tout comme il y a quelques années, lorsque les dirigeants talibans étaient hébergés dans les zones tribales du Pakistan. « Il s'agit d'une valeur ancestrale de protection d'un frère qui n'a rien à voir avec la politique circonstancielle ». Les autorités d'Islamabad, au premier rang desquelles l'ISI, le savent sans réserve. La saga Imran Khan, la corruption aux plus hauts échelons civils et militaires du gouvernement, le dysfonctionnement du système politique, la dégradation de l'économie et l'ingérence des puissances étrangères ont considérablement affaibli le Pakistan.

En outre, les récentes tensions au Moyen-Orient et le jeu des alliances ont renforcé la pression sur ce pays pour qu'il se tienne à l'écart des alliances occidentales. La proximité géographique est un autre facteur crucial, qui donne l'avantage aux puissances régionales. Après leur retrait précipité d'Afghanistan, les USA ne possèdent plus d'arrière-cour stratégique en Asie occidentale. Avec l'Afghanistan qui échappe à leur influence et le Pakistan qui fait face à des défis existentiels, les Etats-Unis et leurs alliés ne peuvent plus être aux commandes des développements politiques, économiques et sociaux dans cette partie du monde. Néanmoins, la coopération internationale sera nécessaire pour garantir la paix, la sécurité et la stabilité au bénéfice de tous. Une éventuelle tentative d'affirmer unilatéralement son autorité en Asie occidentale et centrale serait la **quinzième erreur** que commettrait Washington.

Le troisième grand jeu en Asie occidentale et centrale ?

A ce stade de l'histoire et compte tenu des multipolarités économiques, politiques et même monétaires évoquées, l'Afghanistan pourrait devenir le champ de bataille d'un troisième grand jeu qui opposerait les USA et leurs alliés, d'une part, à la République populaire de Chine, à la Fédération de Russie, à la République islamique d'Iran et même à l'Inde, d'autre part.



Les forces américaines ont été pour la plupart des unités légères ou parachutistes, renforcées à partir de 2008 par des forces « médianes » dotées de Stryker.

En effet, l'expansion des opérations de l'OTAN au-delà de son champ géographique en Asie occidentale et au Moyen-Orient a été considérée par de nombreux experts régionaux comme une continuation de « la tentative hégémonique d'affirmer l'unipolarité dans le monde par laquelle seuls les modèles politiques, sociaux et économiques occidentaux règnent ». En outre, les interventions militaires en Somalie, en Irak, en Libye et en Syrie, en particulier, ont provoqué le chaos dans ces pays, soulevant de sérieuses questions sur les « intentions cachées » des pays occidentaux et de leurs alliés. De nombreux chercheurs africains et asiatiques évoquent des injustices historiques « non reconnues et non réparées telles que l'esclavage, le colonialisme, le nouveau colonialisme et les guerres d'opium malgré l'existence de normes internationales ». Ces sentiments se traduisent également au niveau politique. La création de l'alliance Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud (BRICS) et son élargissement récent à l'Arabie saoudite, à l'Egypte, aux Emirats arabes unis, à l'Ethiopie et à la République islamique d'Iran pour former les BRICS+ est une autre expression ferme de la multipolarité.

L'existence de nombreux foyers de tension en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie, ainsi que les disparités politiques sur la manière de résoudre des problèmes existentiels importants tels que le changement climatique, le soutien aux énergies renouvelables, les déséquilibres de développement social et économique, le respect des droits de l'homme et de la dignité humaine et l'application équitable des normes internationales dans tous les conflits, les défis commerciaux mondiaux et bien d'autres sujets de discorde, ont donné naissance à un nouveau jeu d'alliances. L'Afghanistan restera un champ géostratégique crucial entre des ensembles de puissances. Toutefois, ce pays peut également être un excellent exemple de la future coopération internationale.

Angles internes

L'étude de cas de l'Afghanistan a toujours surpris les stratèges politiques et les experts militaires, car leur pensée rationnelle s'est systématiquement heurtée à des défis. Depuis 1964, ce pays a connu d'innombrables « gouvernements inclusifs » ; à partir des années 1980, de nombreux « accords de paix » ont été négociés par des forces étrangères. Aucun ne s'est avéré réaliste, pratique ou efficace ; le conflit a duré plus de cinquante ans, entraînant d'énormes pertes humaines et matérielles. Il est fort probable que cette situation perdure. Il faut souligner qu'il est difficile de croire que le régime taliban persistera longtemps.

L'une des principales raisons est peut-être qu'il existe de nombreux petits pays au sein de ce pays, avec leurs identités, leurs histoires et leurs valeurs culturelles spécifiques. Si les divers groupes ethniques ne se considèrent pas sincèrement comme des partenaires égaux, les Afghans peuvent difficilement constituer une nation solide avec des valeurs et des intérêts nationaux communs.

Les tentatives de domination étrangère n'ont jamais réussi et échoueront à l'avenir. La meilleure aide consiste avant tout à laisser le peuple afghan trouver les bases pour former une nation. En outre, le fait que le pouvoir ait été confié pratiquement à un seul groupe ethnique depuis 1709 par le biais d'un gouvernement centralisé n'a pas amélioré les conditions de vie de tous. Ce pays a besoin d'un nouveau cadre politique, social et économique et d'un système de gouvernement qui serve tous ses citoyens de manière égale et sans distinction d'ethnie, de religion, de sexe ou d'autres considérations. Les Afghans eux-mêmes doivent se réunir, réfléchir et élaborer un programme pour l'avenir de leur pays. Il existe certainement des exemples qui peuvent les aider. La Suisse partage de nombreux points communs avec l'Afghanistan : elle est enclavée, montagneuse, multiethnique, multilingue, entourée de voisins puissants, elle a souffert de nombreux conflits internes et externes, et elle a un statut neutre, par exemple. Le modèle de gouvernance suisse peut sans aucun doute être une source d'inspiration pour les structures futures de l'Afghanistan.

L'inefficacité, la corruption, la partialité et les « Quislings » des dirigeants sont une autre raison majeure de l'échec de ce pays. Le népotisme et le tribalisme ont été les caractéristiques de pratiquement tous les régimes en Afghanistan. Malgré d'énormes ressources, ce pays est l'un des plus pauvres, dépendant principalement de l'aide extérieure. Même des dirigeants entre 2001 et 2021 ont échoué à leurs examens d'honnêteté, d'efficacité et de service du pays. Ils ne peuvent en aucun cas être utiles pour l'avenir. Le pays a donc besoin de nouveaux dirigeants multiethniques, multiculturels, jeunes et dynamiques, principalement issus de l'intérieur du pays, capables de faire passer l'intérêt de leur nation avant le leur, celui de leur famille ou de leur groupe ethnique. Ils peuvent contribuer à l'élaboration d'un nouveau cadre de gouvernance pour leur pays, le présenter à leur peuple, le modifier et le faire progresser. Si le peuple afghan ne s'unit pas pour former une nation, si ses fils et ses filles ne se rassemblent pas pour élaborer de nouveaux cadres de coexistence, s'ils ne donnent pas la priorité à des valeurs nationales plus larges et s'ils ne constituent pas des dirigeants et des gestionnaires dignes de confiance, le pays sera toujours confronté à des conflits, à des guerres et à la désolation.

Angles régionaux

Parmi tous les pays de la région, le Pakistan a été le plus influent jusqu'à présent. Il a tenté de dominer tous les aspects de la vie en Afghanistan depuis 1978. Cependant, la situation géopolitique a changé radicalement dans la région. L'Inde est devenue une superpuissance, la Fédération de Russie a resurgi des cendres de l'Union soviétique, la République islamique d'Iran a survécu aux sanctions imposées et est aujourd'hui un acteur important, et la République populaire de Chine est devenue une méga-puissance. Depuis le départ des troupes américaines et de l'OTAN d'Afghanistan, les guerres en Ukraine et en Palestine, ainsi que de multiples autres sources de tension au Moyen-Orient et ailleurs, constituent des priorités absolues pour les capitales occidentales. Le Pakistan se trouve aujourd'hui dans une situation intenable. Non seulement les talibans afghans semblent lui échapper, mais il est également confronté aux menaces internes du TTP et des mouvements armés indépendantistes baloutches. Sa situation politique et économique n'a jamais été aussi fragile. Les autres voisins de l'Afghanistan ont jusqu'à présent adopté une approche prudente malgré les provocations et les escarmouches initiales. Ils ont apparemment convaincu les talibans que l'instabilité régionale ne serait dans l'intérêt de personne. En outre, il semble que la mise en œuvre complète de l'accord de Doha « ait été mise de côté par les talibans pour le moment ». Cependant, la question essentielle serait de savoir comment le régime de Kaboul pourrait contrôler les nombreuses organisations terroristes, dont l'EI et Al-Qaïda, qui sont installées en Afghanistan avec l'ambition de déstabiliser certains voisins. Il convient de noter que la plupart des anciens officiers et soldats de l'armée nationale afghane se sont enfuis vers la République islamique d'Iran, la Fédération de Russie et les pays d'Asie cen-

trale. Ils pourraient constituer des atouts importants dans tout conflit futur dans le pays. La principale victime d'une éventuelle instabilité serait le Pakistan, en raison de sa fragilité interne et de l'incapacité de ses soutiens extérieurs traditionnels à lui apporter une aide appropriée. Il est dans l'intérêt des voisins de l'Afghanistan de s'abstenir d'interférer dans les affaires intérieures de ce pays et de laisser les Afghans choisir les structures politiques, sociales et économiques et les dirigeants qu'ils jugent appropriés.

Angles internationaux

L'accord de Bonn sur les arrangements provisoires en Afghanistan, en attendant le rétablissement d'institutions gouvernementales permanentes, daté du 5 décembre 2001 et parrainé par la communauté internationale, n'a pas tenu compte des réalités politiques et sociales du pays et de leur évolution au cours de l'histoire pour élaborer une formule de gouvernance qui aurait de meilleures chances de réussir. L'efficacité des forces internationales (OTAN et alliés) en Afghanistan depuis 2001 a été remise en question car elle n'a pas atteint les objectifs de la résolution 1386 (2001) du Conseil de sécurité et des décisions ultérieures de la communauté internationale. En particulier, elle n'a pas réussi à « prendre les mesures nécessaires pour garantir la souveraineté nationale, l'intégrité territoriale et l'unité de l'Afghanistan ainsi que la non-ingérence des pays étrangers dans les affaires intérieures de l'Afghanistan... [et] combattre le terrorisme international ». La présence de nombreuses troupes étrangères a donné une image de solidarité internationale. Toutefois, la multiplicité des centres de commandement militaire et des règles d'engagement a posé de sérieux problèmes. Comme au Kosovo, il y a vingt ans, les USA, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et l'Italie occupaient des zones stratégiques vitales du pays, assumant la responsabilité de la sécurité des citoyens et du pays. Les autres pays n'avaient qu'une présence symbolique ou un nombre limité de troupes. La méconnaissance de la géographie, de la culture et des valeurs religieuses profondes du pays a rapidement conduit à des erreurs et à des violations des règles de la guerre. Ces erreurs évitables ont fourni des occasions en or aux talibans de revenir en Afghanistan et d'affirmer leur autorité dans les villages et les villes du sud du pays. Seule l'Australie a commencé à enquêter sur certains des méfaits commis par ses soldats. Il reste à savoir si d'autres pays suivront. En outre, les interventions militaires improductives qui ont suivi en Irak, en Syrie et en Libye ont constitué d'énormes erreurs qui ont entraîné une perte de confiance dans la moralité des pays occidentaux. Il est également essentiel de souligner que la proximité géographique est devenue un facteur énorme pour définir le vainqueur de tout conflit futur, du moins dans un avenir prévisible.

La présence civile internationale bilatérale et multilatérale n'a guère rempli les obligations qui lui incombent en vertu des résolutions plus générales du Conseil de sécurité et des objectifs propres à chaque agence ou pays. On peut légitimement s'interroger sur leur efficacité. La mauvaise gestion, la corruption, l'incompétence et même l'ignorance ont entaché leurs actions. Les contractants ont apporté et retiré ce qu'ils voulaient de l'Afghanistan. En raison de l'insécurité, apparemment créée par des réseaux mafieux avec l'aide des Talibans, les agences n'ont pas été en mesure d'entreprendre leur tâche cruciale de contrôle. Par la suite, les projets ont été sous-traités à de nombreuses reprises, ce qui a considérablement réduit la nature et la transparence de l'aide.

L'Afghanistan était un pays neutre avant de sombrer dans la guerre et la désolation. La meilleure action de la communauté internationale serait de laisser les Afghans décider de leur avenir, se mettre d'accord sur les structures de gouvernance de leur pays, former une nouvelle génération de jeunes dirigeants et rétablir le statut de neutralité de leur pays. Les multiples puissances ne doivent pas agir en rivalité mais dans un esprit de coopération. L'histoire nous dira si l'Afghanistan sera un modèle de neutralité et de coopération internationale ou le champ malheureux du troisième grand jeu en Asie occidentale et centrale.

S. A.